

# NOTE SUR LE PROJET D'APPUI AU REDEPLOIEMENT DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET A LA REVITALISATION SOCIO-ECONOMIQUE DES COMMUNAUTES (ARAT-RSE)



## I. PRESENTATION DU PROJET

### 1.1 Contexte de mise en place du projet

Depuis plusieurs décennies, le contexte de la RCA est marqué par des crises politiques et sécuritaires récurrentes qui ont fortement fragilisé les institutions et entravé le développement économique et social du pays. Ces crises ont culminé avec l'émergence de la rébellion Séléka en 2012 et le renversement du pouvoir en place, suivis des affrontements avec les miliciens Anti-Balaka et les groupes d'auto-défense dans une spirale de violence intercommunautaire sans précédent. Outre les conséquences désastreuses au plan sécuritaire et humain (tueries, viols, déplacements massifs de populations, etc.), elle s'est traduite par un effondrement de l'Administration, avec des attaques ciblées contre les édifices et équipements publics et un départ massif des fonctionnaires et agents de l'Etat des provinces du pays. En janvier 2014, les Nations Unies estimaient à plus de 935.000 personnes le nombre de déplacées internes (soit plus de 20% de la population), dont plus de 400 000 à Bangui.

Face à cette situation, la Communauté internationale s'est fortement mobilisée pour arrêter les violences et engager un processus politique devant aboutir à la stabilisation du pays. Le déploiement de la MISCA en 2013 sous les auspices de la CEEAC suivi de la MINUSCA en 2014, auxquelles il faut ajouter les forces françaises et européennes (Sangaris et Eufor), s'inscrit dans ce cadre. Il en est de même de l'appui aux négociations entre les différents acteurs qui ont permis la signature de l'Accord politique de juillet 2014 à Brazzaville et l'organisation du Forum de Bangui (4-11 mai 2015), qui a été sanctionné par la conclusion d'un PACTE dénommé « *Pacte républicain pour la paix, la réconciliation et la bonne gouvernance* »<sup>1</sup>.

Sur cette base, et au terme de trois (3) ans de transition politique, avec un fort engagement de la Communauté internationale, le pays a renoué avec l'ordre constitutionnel avec l'organisation entre fin 2015 et début 2016, des élections législatives et présidentielle qui ont abouti à la mise en place des principales institutions (Gouvernement et Assemblée Nationale) chargée de gérer l'avenir du pays. Mais, en dépit de ces progrès, plus de 6% du territoire, particulièrement les régions du Centre et de l'Est du pays, reste sous le contrôle des groupes armés ; ce qui constitue une contrainte majeure au redéploiement de l'Administration et à la relance de la vie économique et sociale.

C'est dans ce contexte que le projet d'appui au redéploiement de l'Administration et à la revitalisation socio-économique des communautés (ARAT-RSE) a été mis en place par le PNUD, en partenariat avec le Gouvernement, la MINUSCA et le BIT.

### 1.2 Objectifs et zones cibles du projet ARAT-RSE

L'objet du projet est de fournir un appui structuré, coordonné et substantiel à la restauration de l'autorité de l'Etat à travers, d'une part, le redéploiement et l'opérationnalisation de l'Administration

---

<sup>1</sup> Ce PACTE républicain était structuré autour de cinq (5) priorités nationales : (i) la gouvernance et les réformes institutionnelles, (ii) la restauration de l'autorité de l'Etat et le redéploiement de l'administration et la décentralisation, (iii) la justice et la réconciliation, (iv) la paix et la sécurité, et (v) le développement économique et social.

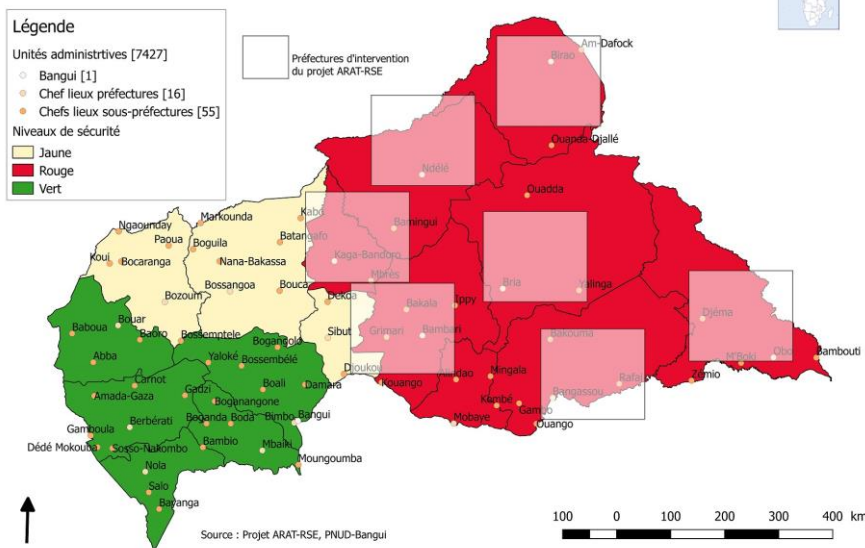
du territoire et de la sécurité (police et gendarmerie) sur l'ensemble du territoire national et, d'autre part, la réponse aux demandes pressantes des populations en termes d'amélioration de leurs conditions de vie, au plan économique et social. S'inscrivant dans la dynamique de stabilisation et de création des conditions d'une paix durable en RCA, le projet vise à contribuer 4 objectifs spécifiques et complémentaires, à savoir : (i) remettre sur pied une administration territoriale opérationnelle et à l'écoute des populations, (ii) réhabiliter les services de sécurité (police et gendarmerie) au niveau préfectoral, (iii) renforcer les capacités des administrations locales pour une meilleure prestation des services publics et (iv) générer des dividendes de la paix aux populations en vue de renforcer la confiance et la stabilité, en synergie avec les interventions d'autres projets et programmes de développement.

Le projet intervient essentiellement dans 7 préfectures du Centre et de l'Est du pays, marquées notamment par : (i) la présence des groupes armés, (ii) une très faible présence de l'Etat, (iii) une quasi-absence des partenaires au développement.

Toutefois, pour la composante sécuritaire du projet, les interventions sont largement focalisées dans la zone ouest, considérée comme la plus stable. Dans les zones du Centre et du Centre sous le contrôle des groupes armés, en dépit des besoins pressants de présence des forces de sécurité, toutes actions de soutien au redéploiement des forces sont considérées comme de la provocation et sujet de représailles de la part des groupes.

Préfectures	Sous-préfectures
Vakaga	Birao, Ouanda-Djallé
Ouaka	Bambari, Grimari, Kouango
Nana-Gribizi	Kaga Bandoro, Mbrès
Mbomou	Bangassou
Bamingui Bangoran	Ndélé, Bamingui
Haute-Kotto	Bria
Haut-Mboumou	Obo

Localisation des zones d'intervention du projet ARAT-RSE en RCA



## II. QUELQUES RESULTATS CLEFS DU PROJET

### 2.1 Appui au redéploiement de l'Administration territoriale

- Réalisation en 2016 de la 2ème enquête sur l'état du redéploiement de l'Administration ;
- Appui au renforcement de la coordination du redéploiement à travers la CNRAP ;
- Déploiement de 15 VNU nationaux auprès des Préfets et sous-Préfets en vue du renforcement du suivi du redéploiement et de la présence des fonctionnaires de l'Etat sur le terrain,
- Appui conjoint du PNUD (ARAT) et de la MINUSCA à la formation et au déploiement en cours des 16 Préfets et 71 sous-Préfets nouvellement nommés en Août et Septembre 2017
- Lancement de la réhabilitation de 9 bâtiments administratifs (5 devraient être achevés d'ici fin 2017 et 4 sont retardées par l'insécurité à Bria et à Obo) ; et
- Appui conjoint PNUD et MINUSCA à l'élaboration d'une stratégie nationale de restauration de l'autorité de l'Etat.

Quelques photos sur les réhabilitations en cours :



ADCA - Bangassou



ANDE - Bangassou



Service des impôts - Bangassou



Bâtiment de l'élevage – Biraou (en cours)



Mairie de Biraou (travaux en cours)



Mobiliers pour mairie et lycée de Biraou

NB : (1) Les réhabilitations de Bria et Obo sont retardées par les violences depuis Avril/Mai 2017 et par les difficultés d'approvisionnement des sites de Obo en matériaux de construction.

## 2.2 Appui à la réhabilitation des forces de sécurité intérieure (FSI)



*Commissariat de police de Bambari*



*Compagnie gendarmerie - Bambari*



*Brigade territoriale de gendarmerie de Bossembelé*



*Aire d'attente, BT de Bossembelé*

*NB : les travaux de réhabilitation prévus à Berberati (Commissariat de police et gendarmerie) et à Bouar (Brigade de gendarmerie) sont entièrement réalisés et la réception provisoire des ouvrages est prévue dans les semaines à venir.*

## 2.3 Appui au renforcement des capacités des acteurs à la base en vue d'une meilleure prise en charge des besoins des communautés

- Appui conjoint (MINUSCA/PNUD) à la formation des Préfets et sous-Préfets
- Appui conjoint (MINUSCA/PNUD) à la finalisation du guide de formation des administrateurs territoriaux et à la formation des formateurs.
- 81 cadres et responsables des services déconcentrés et communaux formés (Obo, Birao et Bambari). Les principaux thèmes de formation sont : la déontologie administrative, l'organisation administrative de la RCA, la gestion axée sur les résultats ; et le management des services déconcentrés de l'État.



*Atelier de formation des sous-Préfets*

## 2.4 Appui à la relance des activités génératrices de revenus

- Aménagement partielle du marché de Yaloké
- Constitution et financement de 134 groupements pour des activités génératrices de revenus (AGR) : 89 à Kaga-Bandoro, 12 à Obo, 11 à Birao et 22 à Bambari;
- Plus de 200 autres groupements constitués et qui devront être financés dans les semaines et mois à venir ;

- 304 responsables des groupements formés en comptabilité simplifiée et l'employabilité (Birao, Bambari, Kaga-Bandoro et Obo).



*Marché de Yaloké, Mai 2017*



*Latrines, marché de Yaloké*



*Remise de la première tranche de financement des AGR à Obo, juin 2017*



*Remise de la première tranche de financement des AGR à Birao, juin 2017*



*Champ d'arachide de l'OFCA. Quelques pieds d'arachides extraits entre les mains des membres*



*Elevage des cabris du groupement Ouali Kpingba Na Moboko*



*Salle de couture de l'OFCA de Birao. Deux couturières devant leur machine à coudre*



*Remise de la première tranche de financement des groupements de Obo, juin 2017*